

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 23 - 26 octobre 2000

RAPPORTS D'ÉVALUATION

Point 5 de l'ordre du
jour

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2000/5/3
13 septembre 2000
ORIGINAL: ANGLAIS

OPÉRATIONS D'URGENCE EN
RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE—5959.00
ET 5959.01

**Aide d'urgence aux groupes
vulnérables**

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

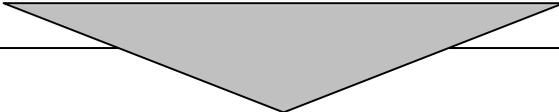
Directeur, Bureau de l'évaluation (OEDE):	M. A. Wilkinson	tel.: 066513-2029
--	-----------------	-------------------

Chef de l'évaluation, OEDE:	M. R. Huss	tel.: 066513-2358
-----------------------------	------------	-------------------

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



Résumé



Depuis 1995, la République populaire démocratique de Corée (RPD de Corée) est confrontée à une série de catastrophes naturelles auxquelles se sont ajoutés les très graves problèmes qu'a connus dans les années 90 son important secteur industriel. De ce fait, la situation de la sécurité alimentaire a été gravement compromise et le PAM est aujourd'hui dans la cinquième phase d'un an de deux opérations d'urgence successives.

Les opérations d'urgence successives se sont déroulées dans un climat déterminé par la très grande incompréhension qui régnait au début entre la RPD de Corée et le PAM. Compte tenu de l'absence d'informations partagées sur l'approche et les procédures de suivi à respecter, le PAM a dû mettre en place et élargir son propre système de suivi. Depuis quatre ans et demi, la compréhension mutuelle entre le gouvernement et la communauté humanitaire internationale s'est développée de manière spectaculaire.

L'évaluation de la mission est que l'objectif général de l'intervention du PAM, à savoir sauver des vies en évitant que les pénuries alimentaires ne se transforment en une situation de famine, a été atteint. Toutefois, la sécurité alimentaire reste très fragile, la production agricole étant insuffisante pour couvrir les besoins essentiels de la population. Les mécanismes de survie locaux ayant vraisemblablement joué aussi un rôle, il n'est guère possible de prouver un lien de causalité direct entre l'aide alimentaire du PAM et les améliorations nutritionnelles notables constatées. Il est néanmoins évident que l'aide distribuée par l'intermédiaire du PAM a été déterminante, même en l'absence de données chiffrées.

Le PAM doit élaborer avec le gouvernement une stratégie à moyen terme plus claire en matière de secours, d'atténuation des catastrophes naturelles et de redressement. Il devrait s'orienter vers un système de ciblage plus simple et commun et une structure de programme qui tire parti, entre autres, de l'expérience et des compétences de la RPD de Corée dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie secondaire, et de la complémentarité des interventions des institutions des Nations Unies. Le gouvernement et la communauté des donateurs devraient intégrer toutes les activités du PAM dans une intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) le plus rapidement possible.

Projet de décision



Le Conseil entérine les recommandations figurant dans le présent rapport d'évaluation (WFP/EB.3/2000/5/3) et prend note des enseignements retenus, en tenant compte des considérations émises durant les débats.



HISTORIQUE

Caractéristiques principales du pays

1. La République populaire démocratique de Corée s'est rapidement redressée après la guerre de Corée et est devenue une nation industrialisée avec une politique d'autosuffisance qui l'a conduit vers une agriculture fortement intensive. Au début des années 90, la rupture des liens commerciaux privilégiés que le pays entretenait avec les pays socialistes de l'Europe orientale et avec l'Union soviétique a gravement compromis son économie.
2. La topographie du pays est une contrainte pour le secteur agricole, avec approximativement 80 pour cent de terres montagneuses et 18 pour cent de terres arables; les hivers sont rigoureux et la période de végétation est courte. Les sols sont médiocres et les risques d'érosion élevés dans les hautes terres. Les principaux aliments de base sont les céréales vivrières, le riz et le maïs. Les rendements céréaliers étaient, en général, élevés mais obtenus grâce à des applications particulièrement intensives d'engrais chimiques. Les pénuries d'intrants, l'épuisement des sols et la propagation des ravageurs et des maladies ont diminué d'environ de moitié les rendements moyens. Les pénuries alimentaires ont poussé les populations vers des pratiques qui sont préjudiciables à la sécurité alimentaire à long terme, comme par exemple les cultures sur les terres en pente. L'exploitation à grande échelle des forêts pour les besoins d'énergie des ménages est un autre problème préoccupant.
3. Depuis 1995, la RPD de Corée a enregistré une série de catastrophes naturelles qui ont gravement compromis sa sécurité alimentaire. Pendant l'été 1997, après deux années successives d'inondations, le pays a été victime d'une grave sécheresse et d'un typhon dévastateur, ce qui a entraîné une baisse importante de la production de riz et de maïs. Les pénuries alimentaires, l'aggravation des problèmes de santé et une crise dans les services de santé ont occasionné une forte augmentation de la mortalité. En 1998, une enquête nutritionnelle a permis de constater que 16 pour cent des enfants souffraient de malnutrition aiguë (émaciation, rapport poids/taille insuffisant) et que 62 pour cent d'un retard de croissance (rapport poids/âge insuffisant).
4. Les agents du PAM ont constaté une certaine amélioration de la situation alimentaire depuis 1997 dans les secteurs où ils ont accès, résultant de l'aide alimentaire apportée et de récoltes plus abondantes. Il faut toutefois être prudent avant d'étendre ce constat à l'ensemble du pays. La production agricole est insuffisante pour couvrir les besoins essentiels de la population, et l'aide alimentaire reste un dispositif de sécurité fondamental pour préserver l'état sanitaire des groupes vulnérables.

Conception des opérations

5. Le PAM, pour faire face à la crise de 1995-97, a mis en place l'opération d'urgence RPD de Corée 5710.00, y compris deux élargissements. L'opération d'urgence RPD de Corée 5959.00 a été approuvée début 1998 pour une durée de 12 mois, ciblant en particulier les jeunes enfants et les autres groupes vulnérables. Un tiers des engagements était destiné aux activités vivres-contre-travail, concernant notamment la remise en état des infrastructures rurales. Les engagements de l'opération d'urgence 5959.00 représentaient 345,8 millions de dollars E.-U. pour quelque 603 000 tonnes de produits. Cette opération a été par la suite élargie avec l'approbation de l'opération d'urgence RPD de Corée 5959.01 en 1999. Le coût total pour le PAM de cette phase était de 260,3 millions de dollars pour



un engagement de 585 000 tonnes de produits, pour la période allant de juillet 1999 à juin 2000. La distribution, au titre des deux opérations d'urgence, a été limitée aux cantons accessibles aux surveillants du PAM: 163 sur un total de 211 au 29 février 2000.

6. Les principaux objectifs des opérations d'urgence 5959.00 et 5959.01 étaient: a) sauver des vies en évitant que les pénuries alimentaires ne se transforment en situation de famine; b) préserver et/ou améliorer l'état sanitaire et nutritionnel des jeunes enfants et d'autres groupes vulnérables identifiés; et c) appuyer la relance de l'agriculture grâce à des activités vivres-contre-travail.

EVALUATION DE LA JUSTIFICATION DE L'INTERVENTION DU PAM

7. La situation de la sécurité alimentaire en RPD de Corée reste très précaire. Les déficits alimentaires ne sont plus le résultat de situations d'urgence. Le manque de devises nécessaires pour les achats de produits alimentaires, d'intrants agricoles et de matières premières pour la transformation nationale ainsi que l'entretien différé, le vieillissement et les pénuries d'énergie font que la plupart des machines agricoles et certain matériel d'irrigation ne sont plus opérationnels. Le solde de l'offre et de la demande de céréales ces cinq dernières années, établi à partir des missions FAO/PAM d'évaluation des récoltes et de l'approvisionnement alimentaire menées chaque année depuis 1995, montre que la RPD de Corée a un déficit vivrier annuel (non couvert par les besoins d'importations) substantiel d'environ 1,2 million de tonnes en moyenne.
8. Durant la période 1995-99, la différence entre le déficit céréalier estimé et l'aide alimentaire n'a jamais été couvert par les importations commerciales. Au plus fort de la crise en 1996/97, compte tenu de l'aide alimentaire effective, de la production nette nationale et des importations déclarées, on estime que la disponibilité céréalière par personne se situait à environ 25 pour cent en dessous des besoins. La production agricole ces deux dernières années a légèrement augmenté, mais il semble que la RPD de Corée est entrée dans une ère d'agriculture à relativement faible apport d'intrants et à faible rendement. L'aide alimentaire reste essentielle pour la sécurité alimentaire du pays, la capacité d'importations commerciales du gouvernement restant extrêmement réduite.
9. Les pénuries alimentaires ont eu des conséquences négatives sur l'état nutritionnel de la population, comme le révèle une enquête nutritionnelle, statistiquement fiable, menée conjointement par l'UNICEF, le PAM, l'Union européenne et le gouvernement en 1998. Dans les zones accessibles, près de 16 pour cent des enfants de moins de sept ans souffraient de malnutrition aiguë, soit un niveau qui nécessite l'apport d'une alimentation complémentaire généralisée à ceux qui sont le plus à risque sur le plan nutritionnel, c'est-à-dire les enfants de moins de cinq ans et les mères allaitantes.

EVALUATIONS DES OPERATIONS

Rôle de l'aide alimentaire

Alimentation de groupes vulnérables

10. En 1996, le PAM a démarré l'alimentation de groupes vulnérables afin de compenser les difficultés grandissantes de la RPD de Corée à apporter une nourriture suffisante aux enfants en institution. En ciblant les crèches et les jardins d'enfants, le Programme avait



pour objectif non seulement de couvrir les plus vulnérables mais, dans le même temps, de s'assurer que les aliments atteignent les bénéficiaires prévus, grâce à une alimentation sur place. Les rations destinées aux enfants allaient de suppléments de 150 grammes de mélange maïs-soja en 1996—fournissant environ 40 pour cent des besoins énergétiques et 100 pour cent de la plupart des oligo-éléments—à des rations améliorées couvrant quelque 80 pour cent des besoins énergétiques. En 1997, l'alimentation de groupes vulnérables a été élargie aux hôpitaux également. En 1999, la couverture a été étendue aux orphelinats et aux personnes âgées.

11. Des données quantitative sur l'état nutritionnel des enfants dans les jardins d'enfants et les crèches sont venues confirmer la détermination du PAM d'accroître l'aide alimentaire et de continuer à privilégier les enfants. Les rations fixées pour les groupes vulnérables ciblés par le biais de ces institutions sont adéquates en termes d'énergie et d'oligoéléments. L'introduction de mélanges maïs-soja dans les rations destinées aux malades des hôpitaux, notamment les hôpitaux pédiatriques, améliorera encore la valeur nutritionnelle de la ration. Dans le cadre de l'opération d'urgence 5959.00, les enfants des écoles, les femmes enceintes et allaitantes (en 1998) et les personnes âgées (début 1999) ont été inclus parmi les bénéficiaires. Aujourd'hui, l'alimentation de groupes vulnérables concerne près de 6,4 millions de personnes dans neuf groupes cibles différents, auxquels sont distribuées sept rations différentes.
12. Les enfants des écoles devaient recevoir 100 grammes de biscuits ainsi que des céréales et du sucre, sous forme de boisson chaude à base de céréales. Compte tenu du manque d'installations de chauffage et de cuisson, les rations n'ont pas pu être fournies sous la forme prévue, et les céréales et le mélange maïs-soja ont été distribués aux élèves. Il est peu probable que les enfants des écoles seront les seuls bénéficiaires de ces produits parce qu'ils ont besoin d'une préparation. Par ailleurs, compte tenu de la disponibilité insuffisante, les biscuits distribués par le PAM représentaient, en mars 2000, moins de cinq pour cent des quantités prévues.
13. Les rations des femmes enceintes et allaitantes sont toujours composées de céréales, d'huile et de légumineuses qui, de par leur nature, seront inévitablement intégrées dans leur totalité à l'alimentation familiale, ce qui en diluera l'impact. L'objectif du PAM de remplacer cette ration par une ration plus efficace sur le plan économique et nutritionnel se justifie totalement. La mission se demande cependant si les nouilles fortifiées sont le produit qui convient le mieux, notamment en ce qui concerne l'autociblage.
14. Depuis 1997, le PAM a démarré plusieurs initiatives pour transformer les aliments localement. L'intervention du Programme a été déterminante pour stimuler la production locale d'aliments composés en fournissant le matériel et les connaissances techniques indispensables. Le mélange maïs-soja est déjà préparé dans une usine qui produit des aliments pour nourrissons et enfants ainsi que des aliments diététiques ou de régime. La mission a toutefois constaté que la production était parfois interrompue par manque d'ingrédients ou à cause de coupures d'énergie. L'expérience acquise jusqu'ici montre que la production d'aliments composés peut encore être augmentée.
15. La mission a apprécié à sa juste valeur la transformation de différents produits locaux qui permet d'offrir des aliments plus facilement acceptables et d'apporter des oligo-éléments aux groupes vulnérables. L'appui du PAM à la remise en état d'installations désaffectées a également contribué à établir une relation plus interactive avec le gouvernement. Cependant, la mission estime qu'il convient de surveiller de très près le besoin, la faisabilité et le coût-efficacité de la production locale de nouilles.



Activités vivres-contre-travail

16. Le PAM a démarré des activités vivres-contre-travail (VCT) en RPD de Corée en 1996 dans le cadre de l'opération d'urgence 5710.01. Depuis le début des opérations d'urgence dans le pays, un volume important de ressources, environ 228 000 tonnes, a été employé directement par le PAM pour réaliser ces activités. La justification des projets VCT dans le contexte des opérations d'urgence en RPD de Corée repose essentiellement sur la nécessité de fournir du travail aux travailleurs non agricoles des zones périurbaines et rurales dans les secteurs industriels sous-utilisés. Les travailleurs urbains sont ceux qui ont le plus souffert des pénuries alimentaires, car beaucoup d'entre eux sont totalement tributaires du système public de distribution. Les travailleurs qui participent aux activités VCT reçoivent une ration journalière de deux kilogrammes de céréales par famille (un travailleur plus deux personnes à charge) distribuée par les centres du système public de distribution.
17. Les objectifs généraux de la composante VCT sont de s'attaquer à certaines des causes profondes de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire. Outre les secours apportés aux ménages en situation d'insécurité alimentaire, les interventions VCT ont contribué à la promotion du relèvement agricole qui renforce la sécurité alimentaire en général et aide à restaurer l'équilibre écologique. Il existe 15 types différents d'activités VCT, dont les plus marquants sont: a) redressement et relèvement des infrastructures de protection et de production endommagées ou détruites par les catastrophes, comme par exemple les digues maritimes, les réseaux d'irrigation et de drainage, ainsi que la réaffectation des terrains; et b) prévention ou réduction de la vulnérabilité aux catastrophes dans l'avenir grâce à des activités comme le dragage des rivières et des canaux d'irrigation et le reboisement.
18. Les projets VCT ont été mis en œuvre en tant que sous-ensemble des opérations d'urgence. La mission a toutefois observé que le gouvernement, à tous les échelons, accorde une haute priorité aux projets VCT dans une perspective de redressement. Les activités VCT s'insèrent bien dans la pratique communale courante dans le pays qui consiste à mobiliser la main-d'œuvre selon les besoins. La qualité des projets bénéficiant de l'aide du PAM s'est améliorée régulièrement.
19. Dans le processus de sélection des projets, le gouvernement joue un rôle déterminant car les propositions de projet sont transmises par l'intermédiaire du Comité de relèvement après les inondations (FDRC) du canton à la province puis au niveau central à Pyongyang. Le PAM et le FDRC mènent alors une évaluation conjointe sur le terrain dont les conclusions sont présentées au Comité d'examen des projets, co-présidé par le FDRC et le PAM. Les propositions de projet sont relativement bien documentées. Le Comité accorde l'attention voulue aux besoins en matière de vulnérabilité et de relèvement. Cependant, les critères de sélection ne sont pas aisément disponibles car ils ne sont rassemblés dans un seul document, mais sont graduellement élaborés et explicités au cours des réunions successives du Comité d'examen des projets.
20. Les administrateurs de l'aide d'urgence du PAM ont accès au site du projet VCT avant, pendant et après sa mise en œuvre. Les visites de suivi sur les sites de projet, l'observation des distributions de vivres, les entretiens avec les travailleurs et les visites dans les familles peuvent en général être effectués sans restriction par les surveillants du PAM. Les améliorations constatées par la mission sont notamment une collaboration plus étroite entre le PAM et le FDRC en ce qui concerne les activités de suivi; un plus grand partage des conclusions du suivi permettrait de renforcer cette collaboration. Les arrangements concernant les visites conjointes de suivi des projets VCT semblent satisfaisants. Des évaluations de projets achevés sont également effectuées.
21. Deux projets intéressants ont été réalisés conjointement par le PAM, le PNUD, l'UNICEF et le FDRC pour remettre en état les marais salants et ioder une partie du sel



produit. La capacité de production annuelle des marais salants, une fois remis en état, devrait atteindre 150 000 tonnes de gros sel. On pense qu'il est possible de ioder jusqu'à 7 000 tonnes par an, les pénuries d'énergie et de matériel d'emballage étant les principaux facteurs limitants. Les objectifs de ces projets sont principalement d'aider le gouvernement à: a) empêcher et éliminer les troubles dus à la carence en iode grâce à l'iode généralisée du sel; b) assurer une production locale de gros sel adéquate tant en qualité qu'en quantité grâce à la remise en état des salines; c) moderniser les installations de lavage/raffinage; et d) protéger les vies par la reconstruction des digues maritimes.

22. Une évaluation des outils et du matériel requis pour les activités VCT est en général effectuée au moment où les propositions de projet sont évaluées au niveau du canton. Les plans de distribution de ces articles non alimentaires sont faits en consultation avec le gouvernement en vue d'améliorer si possible la qualité de l'exécution des projets VCT. La mission a toutefois constaté que des stocks de report d'articles non alimentaires provenant de l'opération d'urgence 5959.00 étaient utilisés, mais qu'aucun matériel nouveau n'avait été distribué au titre de la phase présente du fait de retards dans le processus d'achat.
23. Un atelier a été organisé au niveau central à Pyongyang ainsi que 10 autres dans neuf capitales de provinces afin de sensibiliser les fonctionnaires responsables aux aspects touchant à l'identification, l'élaboration et la mise en œuvre des projets. Ces ateliers visent essentiellement à: a) planifier des projets VCT viables et durables; b) faire prendre conscience des responsabilités, renforcer l'adhésion au programme lui-même et favoriser une compréhension identique entre le PAM et le personnel de contrepartie; et c) valoriser les compétences pour la mise en œuvre efficace des projets VCT. Les ateliers semblent très importants pour améliorer la réalisation des projets VCT.

Ciblage

24. En périodes de pénuries alimentaires à peu près généralisées, le ciblage général des institutions désignées est efficace en termes de maintien ou d'amélioration de l'état nutritionnel, car le problème d'atteindre ceux qui sont en situation de plus grande insécurité alimentaire est moins pertinent. La mission a néanmoins constaté qu'il n'était pas possible de confirmer l'efficacité des dispositifs mis en place pour atteindre les malades et ceux qui souffrent de malnutrition—c'est-à-dire ceux qui sont les moins à même de se rendre dans les institutions désignées.
25. Les écoles ont été ciblées à cause des signes de malnutrition parmi les enfants des écoles primaires et secondaires et du taux relativement faible de fréquentation scolaire, notamment pendant la période de soudure. Etant donné que les enfants de cet âge ne sont pas les plus vulnérables sur le plan nutritionnel, l'alimentation généralisée de ce groupe afin de réduire la malnutrition aiguë et/ou chronique ne repose pas sur des principes reconnus de nutrition et n'est en général pas considérée comme efficace. Toutefois, elle a pu se justifier ici compte tenu de la situation d'urgence, et du fait que les distributions à ces groupes vulnérables ont été concentrées pendant la période de soudure. Le ciblage répondait à une vulnérabilité saisonnière et a probablement eu un impact favorable à la fois sur l'état nutritionnel des enfants et sur la sécurité alimentaire des ménages auxquels ils appartiennent. L'efficacité du ciblage des hôpitaux semble moins convaincante, étant donné l'insuffisance des intrants essentiels, tels les fournitures médicales et les instruments de cuisine.
26. Le ciblage des femmes enceintes et allaitantes est une pratique traditionnelle dans le pays. Aussi, utiliser les dispensaires pour identifier les bénéficiaires est particulièrement efficace et rationnel, car à peu près toutes ces femmes se rendent régulièrement dans les dispensaires. Les critères de sélection des personnes âgées semblent efficaces en termes de



justification, à savoir, uniquement les personnes âgées dans les zones urbaines, sans accès aux jardins potagers ou soutien familial. Néanmoins, le ciblage des personnes âgées étant relativement récent, il n'est pas encore possible de faire une évaluation complète.

27. Il existe depuis 1998 un responsable pour la problématique hommes-femmes dans le bureau de pays du PAM et les questions de parité ont été prises en compte dans l'opération d'urgence 5959.01. La dynamique des Engagements du PAM en faveur des femmes s'est accélérée dans la dernière moitié de 1999, lorsque le poste de responsable de la problématique hommes-femmes a été confié à un fonctionnaire chargé de la programmation et une consultation spéciale a examiné tous les programmes et activités dans une perspective tenant compte des différences entre les sexes. Le premier Plan d'action pour l'égalité entre hommes et femmes pour la RPD de Corée, rédigé en février 2000, vise à intégrer tous les aspects de parité de manière dynamique à tous les stades de la programmation. Les données spécifiques relativement nombreuses recueillies les années précédentes ont été utiles pour formuler les activités, les cibles et les indicateurs de résultats figurant dans le plan d'action.
28. Dans l'alimentation de groupes vulnérables, 55 pour cent des bénéficiaires sont des femmes et la participation des femmes dans la gestion des vivres est élevée. Compte tenu de la généralisation des pénuries alimentaires dans le pays, les premiers efforts ont été axés sur les besoins de tous les groupes vulnérables. Une politique de ciblage spécifique des femmes a par la suite été adoptée (1998). Le Plan d'action pour l'égalité entre hommes et femmes propose plusieurs stratégies visant à faciliter explicitement l'accès des femmes aux ressources, notamment par le biais de microprojets VCT. Dans les activités VCT en cours, cette politique pour la parité hommes-femmes est favorisée notamment en appuyant des projets pilotes dirigés par des femmes avec des normes de travail spécifiques pour les femmes, en vérifiant les besoins d'articles non alimentaires des femmes, et en augmentant le montant des ressources affectées aux projets dirigés par des femmes.

Suivi et logistique

29. Les systèmes de suivi du PAM en RPD de Corée datent de l'époque où le PAM et la RPD de Corée avaient une connaissance et une compréhension très réduites de leurs approches et procédures de suivi respectives. En l'absence de compréhension mutuelle, le PAM a dû introduire et élargir ses procédures de suivi afin d'assurer son Conseil d'administration de l'efficacité du programme d'urgence.
30. Ces quatre dernières années, le PAM a élaboré des listes de contrôle très détaillées pour les huit composantes de l'opération. Pendant la même période, un accord a été trouvé avec le gouvernement permettant d'augmenter les effectifs des fonctionnaires internationaux, qui sont passés de trois en 1995 à 46 aujourd'hui. Vingt-cinq des fonctionnaires sont des spécialistes pour les interventions d'urgence intervenant dans la programmation qui passent une grande partie de leur temps hors de Pyongyang dans les cinq bureaux auxiliaires à visiter les familles, les institutions, les centres publics de distribution et les sites VCT.
31. Depuis le démarrage des opérations en 1995, les relations de travail entre le PAM et le gouvernement ont considérablement évoluées. Les fonctionnaires internationaux pouvant aujourd'hui se rendre dans plus des trois quart des cantons, le problème de l'accès géographique n'est plus aussi grave qu'il y a deux ans, mais reste cependant préoccupant. Les véhicules ont remplacé les trains pour les voyages du personnel de terrain et cinq bureaux auxiliaires résidentiels ont été ouverts. Les communications téléphoniques, si elles restent difficiles, se sont considérablement améliorées. Le nombre de visites de terrain accompagnées d'entretiens avec les familles a augmenté de façon remarquable. En dépit de



ces progrès, certaines questions importantes de suivi, comme par exemple la liste des institutions bénéficiaires, ne sont toujours pas résolues.

32. En ce qui concerne le suivi conjoint PAM/FDRC des activités, la situation a nettement évolué après la création des bureaux auxiliaires du PAM. Les fonctionnaires chargés de l'évaluation basés dans ces bureaux sont accompagnés par des agents du FDRC à toutes les visites de projet et partagent également leurs conclusions avec les fonctionnaires provinciaux du FDRC au cours de réunions hebdomadaires. Au niveau central, le directeur de pays du PAM tient des réunions hebdomadaires avec le FDRC, au cours desquelles les résultats des suivis sont aussi échangés.
33. Pour toute une série de raisons d'ordre culturel et idéologique, les données obtenues par le biais des systèmes officiels de suivi du PAM sont souvent sujet à interprétation. Les impressions recueillies par le personnel de terrain sur la situation à laquelle le pays et les personnes sont confrontés, sont pour le moment plus importantes. L'agrégation de ces impressions est importante et permet au PAM de contrôler périodiquement l'évaluation des besoins, de faire des suggestions sur les moyens d'améliorer l'efficacité des activités et de rendre des comptes au Conseil d'administration dont dépend le maintien du soutien de la communauté humanitaire internationale.
34. L'opération en RPD de Corée est exceptionnelle non seulement par son ampleur, mais aussi par les dispositifs de logistique qui, en accord avec le gouvernement, se limitent aux opérations portuaires et aux expéditions par train via la Chine. Le plus gros des produits arrive par mer en vrac pour être mis en sac aux ports. Le PAM a repris en charge le déchargement et la mise en sac par l'intermédiaire de leurs entreprises sous-traitantes. Les principales responsabilités du PAM sont la planification préalable, la coordination et le suivi et la supervision des opérations portuaires. La manutention au port est ralentie par le mauvais état du matériel opérationnel, comme les grues, les élévateurs à fourche, les remorques et les entrepôts mais surtout par le nombre insuffisant de wagons, de péniches et de camions qui empêchent d'écouler en temps voulu les marchandises se trouvant dans la zone portuaire. La capacité journalière de manutention reste donc inférieure à ce qui pourrait être réalisé. On ne signale toutefois aucune perte de produits.
35. L'amélioration de la logistique est incontestable ces dernières années, grâce notamment à la contribution fondamentale du gouvernement, qui réalise de manière très efficace l'ensemble des transports intérieurs, la distribution et les autres opérations logistiques nécessaires en dépit des problèmes rencontrés dans des secteurs clés comme le transport et l'énergie. Les principaux domaines où l'on pourrait améliorer la situation sont: a) la revalorisation des véhicules affectés au transport de l'aide alimentaire (les conditions de certains trains et péniches domestiques sont la cause de nombreux dégâts aux produits en sac); et b) l'amélioration de la manutention et de l'entreposage de l'aide alimentaire conformément aux avis donnés par le PAM. Les difficultés de gestion de la filière lorsque les plans de mobilisation des ressources des donateurs et du PAM ne coïncident pas sont à l'origine de problèmes de logistique majeurs et créent des encombrements, des retards, des coûts supplémentaires et des problèmes d'entreposage.
36. Pour tenter de mieux gérer le rythme de livraison des vivres et de remédier aux problèmes d'entreposage au port, le PAM a recherché d'autres solutions dans le pays, mais sans succès pour le moment. D'autres stratégies de livraison sont à l'étude.

Aspects institutionnels et dotation en personnel

37. Le PAM collabore depuis plus de quatre ans avec le FDRC, comité temporaire comportant des représentants du Ministère des affaires étrangères et d'autres ministères, qui est son homologue principal. Il a fallu un certain temps pour que s'établisse un climat



de compréhension mutuelle entre le PAM et le FDRC. La connaissance et l'acceptation des positions et procédures des uns et des autres ont grandi de manière régulière et délibérée ces deux dernières années, ce qui a été fondamental pour créer les relations de travail beaucoup plus constructives qui existent aujourd'hui. La structure centrale du FDRC a été reproduite aux niveaux de la province et du canton ce qui, avec la création des cinq bureaux auxiliaires du PAM, a renforcé les occasions d'arriver à une concordance de vues au niveau du terrain.

38. Les contributions du gouvernement au regard de la fourniture de personnel technique et d'articles non alimentaires ont été fondamentales pour la réussite particulière des activités VCT. L'apport de main-d'œuvre et la fourniture d'énergie pour la transformation locale des aliments enrichis ont été déterminants pour les plans du PAM de remettre en état de plusieurs usines désaffectées. Les efforts déployés par le gouvernement pour fournir de l'énergie pour la transformation locale compte tenu des graves pénuries de carburant sont dignes d'éloge.
39. Ces deux dernières années, on a assisté à un notable renforcement de la coordination et de la collaboration interorganisations. Le nouveau Coordonateur des affaires humanitaires des Nations Unies, qui remplit aussi les fonctions de Coordonnateur résident des Nations Unies, de représentant du PAM et de représentant résident du PNUD a joué un rôle prépondérant à cet égard et a réussi à encourager les différentes institutions à se considérer comme un élément d'un système intégré des Nations Unies en RPD de Corée.
40. Peu après le démarrage des opérations en 1995, le PAM a créé dans son bureau de Pyongyang l'Unité de liaison pour l'aide alimentaire afin d'aider les ONG non résidentes à programmer l'aide alimentaire et humanitaire. Cette unité s'est révélée un dispositif utile pour les ONG qui, pour différentes raisons, n'ont pas de personnel en RPD de Corée. Dès ses débuts, l'Unité de liaison pour l'aide alimentaire a facilité la réception et la distribution de vivres et d'autre aide d'une valeur de 37,5 millions de dollars. En 1998 et en 1999, les expéditions faites par l'intermédiaire de cette unité ont été évaluées à 11 millions et 9,9 millions de dollars, respectivement.
41. La collaboration du PAM avec les ONG partenaires, ainsi que le contexte de travail de toutes les institutions humanitaires, ont parfois été compromis par le départ à grand renfort de publicité de certaines ONG intervenant en RPD de Corée. En général, ces départs reposaient sur la conviction que les secours et l'aide au redressement devaient répondre à des normes spécifiques. Toutefois, les cinq organisations des Nations Unies, 17 ONG et deux institutions de donateurs intervenant en RPD de Corée ont publié, à la fin de 1998, une déclaration de consensus sur les principes et normes humanitaires que la majorité d'entre elles s'applique toujours à soutenir dans le pays.
42. La mission a demandé pourquoi, quatre ans après, l'opération d'urgence n'avait pas été transformée en IPSR, conformément à la politique du Conseil d'administration d'opérer une telle transition après deux ans. Les modalités de mobilisation des ressources des donateurs peuvent avoir été déterminantes dans cette décision. Néanmoins, même si les opérations d'urgence se sont poursuivies plus qu'il n'est d'usage, le bureau de pays a mis à profit l'expérience acquise et peut aujourd'hui apporter le type d'attention nécessaire à la planification stratégique qui est en général la différence essentielle au niveau de la conception entre les opérations d'urgence et les IPSR. Le Conseil d'administration a approuvée en octobre 1999 une IPSR pilote (RPD de Corée 6157.00). Toutefois, à la première session ordinaire de 2000 du Conseil d'administration, le Secrétariat a expliqué qu'aucune lettre d'entente pour cette intervention n'était intervenue entre le Gouvernement de la RPD de Corée et le PAM, et que la principale préoccupation du gouvernement concernait le nombre de personnel supplémentaire requis au titre de l'IPSR.



43. Il est notoire que la force d'une organisation repose dans son personnel. L'engagement et la performance du personnel sont très étroitement liés au contexte de travail, les conditions de travail des agents internationaux et nationaux du PAM reste de la plus haute priorité pour les dirigeants du PAM à Pyongyang. Sur de nombreux plans, les conditions de vie des étrangers sont devenues plus faciles ces dernières années, bien que la séparation familiale, le peu de logements disponibles pour le nouveau personnel, les besoins de soutien médical et les dispositifs d'évacuation médicale restent des questions difficiles. Par ailleurs, les agents affectés dans les bureaux auxiliaires sont dans une situation de très grand isolement, ont peu de liberté personnelle et manquent souvent de chauffage, d'aliments adéquats et d'eau potable.
44. Le PAM a pris un certain nombre de mesures ces dernières années pour remédier à l'isolement relatif du personnel international en affectation. L'encadrement du nouveau personnel a été renforcé. Des changements positifs ont été introduits comme par exemple des congés de récupération plus fréquents, l'encouragement à un programme d'activités et la création d'un système de soutien des collègues. Néanmoins, en ce qui concerne le moral du personnel, il semble qu'il y ait une pression déraisonnable sur les fonctionnaires supérieurs en termes de gestion en général et de gestion du personnel en particulier.
45. Outre ses fonctions essentielles d'appui en ce qui concerne les achats, la logistique et les relations avec les médias, le bureau du PAM à Beijing fournit également un soutien important au personnel du PAM affecté en RPD de Corée, comme par exemple les arrangements concernant les congés de récupération, l'appui au personnel ayant besoin de soins médicaux et une aide pour de multiples questions d'ordre pratique qui ne peuvent être résolues sur les lieux d'affectation.
46. Sur le plan du renforcement du personnel féminin international, des progrès notables ont été réalisés, les effectifs étant passés de 34 pour cent en 1999 à 43 pour cent en mars 2000. Toutefois, le nombre de femmes occupant des postes intermédiaires et supérieurs de gestion est très insuffisant, notamment dans la programmation. Même si plus de la moitié des effectifs actuels (21) de cette unité sont des femmes, une seule d'entre elle occupe un poste de direction.

RECOMMANDATIONS

Alimentation de groupes vulnérables

47. Il convient de réfléchir aux moyens de simplifier le ciblage sans compromettre l'objectif qui est de préserver et d'améliorer la stabilité nutritionnelle. La simplification du ciblage peut non seulement renforcer l'efficacité, mais également faciliter le système de suivi compliqué qui est en place dans ce projet. Le PAM devrait aussi envisager de répondre aux besoins nutritionnels supplémentaires des femmes enceintes et allaitantes et des enfants de moins de cinq ans, et en particulier les enfants de moins de deux ans, grâce à un système de distribution global comportant les dispensaires et la distribution aux femmes. On pourrait inclure aussi ceux qui souffrent de malnutrition modérée. Comme ailleurs, le produit recommandé pour les deux groupes serait le mélange maïs-soja. Si ce système se révélait efficace, et vu le temps nécessaire pour le mettre en place, il permettrait d'accorder plus de place aux facteurs sanitaires. Dans le temps, le système pourrait rendre superflue la fourniture du mélange maïs-soja aux crèches, ouvrant la voie à la normalisation des rations de céréales, huile et légumineuses dans les crèches et les jardins d'enfants.



48. La distribution de vivres dans les hôpitaux ne se justifiant que lorsque les malades bénéficient d'un traitement adéquat en raison de la disponibilité des médicaments, du matériel et d'autres articles, et qu'il existe des installations permettant la cuisson, il conviendrait de cibler les hôpitaux au cas par cas. Le PAM devrait rechercher comment il pourrait contribuer à la remise en état des hôpitaux dans le cadre d'activités VCT. Compte tenu des besoins considérables en articles non alimentaires, il est recommandé que tous les acteurs, y compris les ONG, procèdent à des évaluations conjointes des besoins.
49. Afin de renforcer l'impact de la transformation locale des aliments composés, il faudrait faire mieux connaître leur utilisation et leur qualité nutritionnelle, notamment dans les dispensaires. La mission reconnaît l'importance des initiatives de production locale pour établir des relations constructives avec le gouvernement, mais estime aussi qu'il faudrait contrôler de très près le besoin, la faisabilité et le coût-efficacité des produits transformés localement. Il faudrait examiner en 2002 les résultats obtenus en ce qui concerne la production d'aliments composés, de biscuits et de nouilles, y compris leur efficacité pour atteindre les bénéficiaires prévus et répondre aux besoins nutritionnels.

Activités vivres-contre-travail

50. Durant la période de soudure de 1999, un accord est intervenu avec le gouvernement sur un ciblage géographique spécifique dans le nord-est du pays. Le PAM n'étant pas en situation de répondre à toutes les demandes présentées pour des projets VCT, il faudrait démarrer un processus de priorité semblable basé sur la vulnérabilité et les critères techniques. La mission recommande d'établir, en étroite collaboration avec le gouvernement (FDRC), les besoins relatifs des cantons sur le plan de la vulnérabilité et du relèvement afin de déterminer les cantons où les projets VCT seront mis en place en priorité.
51. Compte tenu de l'importance d'une approche-cadre de programmation utilisant des critères techniques pour orienter l'identification et la sélection des projets, la mission recommande de renforcer le Comité d'examen des projets. Les techniciens locaux compétents devraient être présents et, aux fins de cohérence avec le Programme pour le relèvement agricole et l'environnement, un technicien participant au suivi de ce programme devrait faire partie du Comité d'examen des projets. L'assistance technique de la FAO (génie civil, foresterie, agronomie) prévue au titre de l'IPSR pilote devrait être utilisée pour tous les projets PAM/FDRC à l'appui de la conception et de l'examen des activités de projet. Il conviendrait d'encourager la collaboration avec les ONG et d'autres organisations ayant les compétences techniques voulues. Par ailleurs, il faudrait faire plus de place aux projets en coopération comme la remise en état des marais salants de Namyang entreprise conjointement par le PNUD, l'UNICEF, le PAM et le FDRC.
52. En participant au jour le jour à la réalisation des projets VCT, le personnel local du FDRC surveille ces projets. Des visites de suivi sur les sites des projets VCT sont également effectuées conjointement par le PAM et les agents au niveau de la province du FDRC. En plus des ateliers déjà organisés, le PAM devrait prévoir des voyages d'étude pour les agents du PAM et les fonctionnaires chargés de l'exécution aux niveaux des cantons et des provinces.
53. En haute saison au moment de la récolte et des semis des secondes cultures, compte tenu des contraintes climatiques du pays, il y a souvent pénurie de main-d'œuvre dans les exploitations. La mission recommande de continuer à être particulièrement attentif à la programmation des projets VCT afin d'éviter de détourner la main-d'œuvre des activités agricoles essentielles, notamment lorsqu'il s'agit d'agriculteurs appartenant à des coopératives. La mission recommande des approches plus globales, par exemple, ne pas



limiter l'intervention du PAM au dragage d'un réservoir envasé mais inclure également des mesures en ce qui concerne le sol et l'eau en vue de travaux d'aménagement global du bassin versant. Pour les projets de plus grande envergure, une analyse plus élaborée des coûts et avantages devrait être faite pour étayer la sélection des projets. Enfin, la mission recommande que le bureau du PAM à Pyongyang prenne les mesures nécessaires pour accélérer le processus d'achat des articles non alimentaires afin qu'ils soient fournis aux bénéficiaires avant l'exécution matérielle d'un projet donné.

54. En RPD de Corée, il y a eu cinq phases d'opération d'urgence depuis décembre 1995, et au moment où se déroulait la mission (avril 2000), alors que le démarrage d'une IPSR pilote s'imposait depuis longtemps, une sixième opération d'urgence était en cours d'élaboration. L'IPSR pilote intégrait la transition en RPD de Corée dans un cadre privilégiant les activités VCT. La mission recommande, quelle que soit la catégorie d'opération utilisée, de poursuivre et même de renforcer notablement cette évolution des activités de secours en activités de redressement.
55. Si la participation féminine aux activités VCT a progressivement augmenté, il faut que les femmes interviennent davantage en tant que chefs d'équipe et responsables de projets, en fixant par exemple le nombre de femmes devant participer aux ateliers VCT. Le PAM devrait également envisager d'accroître la participation du personnel féminin aux niveaux de l'identification, de la formulation et de l'exécution des projets, et contribuer à déterminer les projets profitant spécifiquement aux femmes à long terme.

Suivi et évaluation

56. Si des progrès considérables ont été réalisés au niveau de l'élaboration des systèmes de suivi, la mission d'évaluation recommande: a) alors qu'il entre dans la sixième phase de l'opération d'urgence, le PAM devrait définir clairement sa stratégie de suivi pour le moyen terme; b) le PAM et le FDRC devraient rationaliser et simplifier considérablement l'ensemble compliqué de listes utilisées actuellement afin que les spécialistes des opérations d'urgence assurent un suivi plus efficace et apportent un soutien au programme; c) le PAM commence à déterminer, en collaboration avec le gouvernement, les systèmes de suivi de la RPD de Corée qui pourraient, après accord, remplacer ceux conçus par le PAM, comme par exemple le système des bordereaux de livraison.
57. L'objectif essentiel de ces recommandations étant que la RPD de Corée et le PAM s'attachent à instaurer un niveau de confiance qui est celui que le gouvernement, le PAM et le Conseil d'administration ont dans le système de suivi actuel. La mission devrait encourager toutes les parties à développer des méthodes appropriées de suivi dans une perspective largement ouverte sur l'avenir, et non restreinte sur le court terme.
58. L'impact des opérations d'urgence du PAM ne peut être déterminé de façon décisive; les évaluations ne peuvent être que circonstancielles et anecdotiques plutôt que basées sur des indicateurs. On se souviendra que le premier objectif des interventions du PAM était de sauver des vies en évitant que les pénuries alimentaires ne se transforment en situation de famine. Cet objectif a été atteint en ce sens qu'il n'y a pas eu de famine généralisée. Il est évident que la situation alimentaire s'est améliorée et, compte tenu des quantités de vivres fournis par le PAM, il est vraisemblable que le mérite en revient aux interventions du PAM. Mais, si les mécanismes de survie appliqués de manière généralisée (tels les jardins potagers, l'élevage de petits animaux au niveau du ménage, la cueillette de champignons, le ramassage d'algues et d'autres produits sauvages, ainsi que la production de denrées de remplacement) ont certainement joué un rôle, il n'est pas possible d'en mesurer l'impact. Le système d'enquête nutritionnelle qui a été adopté, s'il est utilisé régulièrement, fournit une indication sommaire sur les modifications de l'état nutritionnel mais ne permet pas



d'établir de liens directs entre ces modifications et l'aide du PAM. Des efforts importants ont été déployés au sein du système des Nations Unies afin de convaincre le gouvernement de l'importance de ces enquêtes. Afin de mesurer plus efficacement l'impact et d'améliorer le ciblage et la programmation, le PAM devrait rechercher les moyens de mener des enquêtes de suivi sous l'égide du Système mondial de surveillance des multi-indicateurs de groupe.

Aspects institutionnels et dotation en personnel

59. Le processus d'appels communs ne semble pas aussi efficace qu'il pourrait l'être étant donné le manque de coordination dans les calendriers de l'exercice budgétaire du gouvernement, de la publication de l'Appel commun et de l'opération d'urgence du PAM. Il conviendrait d'harmoniser l'Appel commun et l'appel du PAM afin de porter à un niveau aussi élevé que possible leur efficacité en matière de plaidoyer et d'aide humanitaire en faveur de la RPD de Corée.
60. Le PAM devrait continuer à renforcer ses initiatives en collaboration avec les Nations Unies et les ONG partenaires. Les interventions du PAM privilégiant aujourd'hui davantage le redressement, les techniciens de la RPD de Corée (administration des produits alimentaires, santé publique, éducation et agriculture) participent plus activement à la planification et à l'exécution des différentes interventions. Etant donné la part de plus en plus grande des activités de redressement, la participation de ces techniciens et d'autres spécialistes restera indispensable pour assurer une plus grande efficacité.
61. La politique actuelle du gouvernement est de détacher du personnel national auprès du bureau du PAM en RPD de Corée pour des tâches spécifiques. Même si la qualité de ce personnel s'est améliorée, la durée des affectations est généralement trop courte pour que les nationaux aient le temps de se familiariser totalement avec le travail. Ces affectations sont généralement d'une durée inférieure à un an, et exceptionnellement dépassent deux ans. Il y aurait des avantages considérables tant pour la RPD de Corée que pour le PAM si, à titre expérimental, certains fonctionnaires nationaux étaient affectés après consultation entre le FDRC et le PAM. En outre, pour le fonctionnement correct du bureau du PAM, il est indispensable, pour éviter toute incompréhension entre le PAM et le FDRC, d'établir clairement la responsabilité de gestion du PAM pour l'ensemble du personnel, international et national.
62. Etant donné qu'il importe d'établir rapidement une compréhension identique entre les nouveaux fonctionnaires internationaux et leurs hôtes de la RPD de Corée, il est indispensable que les fonctionnaires continuent de choisir d'être affectés en RPD de Corée. On pourrait étudier la possibilité de diversifier les responsabilités des administrateurs de l'aide d'urgence en particulier, peut-être en utilisant et en élargissant le concept existant de "point focal".
63. Un programme de l'ampleur de celui de la RPD de Corée devrait être géré par une structure comprenant au moins un sous-directeur de pays de classe P-5. De plus, tout en reconnaissant qu'un des rôles clés des responsables est la gestion du personnel, dans un bureau comportant 46 fonctionnaires internationaux et quelque 50 fonctionnaires nationaux dans un pays aussi particulier que la RPD de Corée il serait justifié d'inclure aussi dans le groupe de gestion de haut niveau un fonctionnaire chargé du personnel au niveau plus expérimenté de classe P-4. Le directeur de pays devrait pouvoir, dans l'exercice de ses fonctions, décider de la mise en place et de la rotation du personnel local dans le bureau et, dans le respect des paramètres convenus avec le gouvernement, procéder aux modifications qu'il (elle) juge nécessaires.



ENSEIGNEMENTS GENERIQUES IDENTIFIES

64. En ce qui concerne les programmes d'aide alimentaire d'urgence, une stratégie de ciblage simple privilégiant la nutrition doit être mise en place au début de l'opération. Les besoins, la faisabilité et le coût-efficacité de la transformation locale doivent être l'objet d'une attention particulière.
65. L'évaluation d'impact devrait être effectuée à l'aide de données chiffrées lorsque cela sera possible. Que ces données soient ou non disponibles, les preuves circonstancielles et anecdotiques sont également valables. Le ciblage géographique basé sur la vulnérabilité devrait être démarré le plus rapidement possible en étroite collaboration avec le gouvernement.
66. Les activités de relèvement dans le cadre des opérations d'urgence devraient être intégrées dans la mesure du possible avec les programmes de développement existants afin de profiter de la planification du cadre stratégique et de l'assistance technique. En ce qui concerne le redressement durable et la réduction de la vulnérabilité, il faut préférer des approches globales pour la reconstruction des actifs productifs. La collaboration avec les Nations Unies et les ONG partenaires doit être recherchée systématiquement afin d'utiliser au mieux les interventions du PAM.
67. Dans les cas où le gouvernement dispose des capacités suffisantes, la stratégie de suivi doit être définie en étroite consultation avec le gouvernement pour renforcer la compréhension mutuelle, et elle devrait s'inscrire dans une perspective à long terme de développement du programme. Le système de suivi devrait être mis en œuvre conjointement par les fonctionnaires du PAM et les techniciens locaux.



ANNEXE

TABLEAU 1: RÉALISATIONS PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS

Opération d'urgence	Catégorie des bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires		Distribution effective/besoins (%)						
		Ciblés ¹	Effectifs (%)	Céréales	Légumi- neuses ²	Huile	Mélange maïs-soja	Biscuits	Sucre	Total
5959.00	VCT	500 000 x 3	75	92	0	0,4				81
	AGV	5 490 000	110	187	51	31,0	85		2	108
Total		5 990 000 (6 990 000)	107 (103)	141	34	24,0	85	2	2	103
5959.01 ³	VCT	550 000 x 3	91	40						40
	AGV	6 394 000	94	55	88	87,0	62	4	10	52
Total		6 944 000 (8 0440 00)	94 (93)	50	88	87,0	62	4	10	50

¹ Entre parenthèses: y compris les personnes à charge des participants aux VCT.

² Comprend le poisson en boîte.

³ En mars 2000.



TABLEAU 2: RÉALISATIONS DES PROJETS VIVRES-CONTRE-TRAVAIL

Type de projet	Nombre	No de travailleurs	Femmes (%)	Moyenne (jours)	% des ressources	Principaux bénéficiaires
Opération d'urgence 5959.00 (12 mois)						
Remblais	14	63 109	53	73	19,5	9 950 ha de terres arables protégées
Dragage	35	194 111	53	68	53,7	22 205 ha de terres arables protégées
Routes rurales	3	20 055	51	59	5,4	19 km de routes revêtues
Reboisement	4	29 571	50	40	4,4	4 570 ha reboisés
Réservoir	2	13 452	55	63	2,0	Approvisionnement en eau pour 95 000 familles
Remise en état de terres agricoles	1	2 732	55	90	1,1	350 ha de terres protégées
Marais salant	3	14 832	45	105	4,9	Production annuelle de 15 450 tonnes de sel
Couche arable des sols	2	6 350	70	78	2,5	344 ha de terre bonifiées
Etangs de pisciculture	3	10 731	50	60	3,5	Production annuelle de 266 tonnes de poisson et 40 tonnes de moule
Usine	1	22 092	50	90	2,9	Réparation de toits, protection contre les inondations, etc.
Total	68	377 035	53	73	100,00	
Opération d'urgence 5959.01 (9 mois au 2 avril 2000)						
Remblais	8	39 999	50	52	7,17	2 445 ha de terres arables protégées
Dragage	28	132 837	49	61	28,83	8 315 ha de terre arables et 18 315 ménages protégés
Routes rurales	5	29 115	71	54	4,10	32 km de routes revêtues
Reboisement	24	80 615	53	32	9,22	6 804 ha reboisés
Réservoirs	3	9 926	75	67	2,52	10 420 ha irrigués
Remise en état de terres agricoles	12	58 871	57	62	14,91	5 168 ha exploités et 23 845 tonnes de produits récoltés
Marais salants	2	8 668	53	68	2,30	Production de 4 965 tonnes de sel
Couche arable des sols	8	23 394	53	69	5,12	1 008 ha de terres bonifiées
Etangs de pisciculture	17	75 558	55	65	16,89	6 201 tonnes de poisson et 4,56 millions d'alevins produits
Canaux	7	35 587	50	48	6,74	8 434 ha de terres protégées et 24 598 tonnes de produits récoltés
Digue maritime	1	3 920	50	150	2,20	8 800 ha de terres protégées
Total	115	498 490	56	66,2	100,00	



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS CE DOCUMENT

AGV	Alimentation des groupes vulnérables
FDRC	Comité de relèvement après les inondations
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RPD de Corée	République populaire démocratique de Corée
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail

